Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 194 832 du 10 novembre 2017
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. VAN RISSEGHEM
Avenue du Messidor 330/1
1180 BRUXELLES

contre :

le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 avril 2017 par X, qui déclare être de nationalité guinéenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 2 mars 2017.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 24 août 2017 convoquant les parties à l'audience du 27 septembre 2017.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. HAEGEMAN loco Me C. VAN RISSEGHEM, avocat, et J.F. MARCHAND, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé le Commissaire général), qui est motivée comme suit :

« ***A. Faits invoqués***

Selon vos dernières déclarations, vous êtes de nationalité guinéenne, d'origine ethnique peule, de religion musulmane et originaire de Conakry (Guinée). Vous êtes membre du MTSA (Mouvement Tous Sauf Alpha) et sympathisant de l'UFDG (Union des Forces Démocratiques de Guinée).

A l'appui de votre demande, vous évoquez les faits suivants.

Vous étiez étudiant, et résidiez à Lansanyah CBA, dans le quartier de Kountia, commune de Coyah, à Conakry (Guinée).

Le 8 mars 2013, vous décidez de fonder, avec quatre autres personnes, l'AJCEG (Association des Jeunes contre l'Excision en Guinée) pour sensibiliser la population guinéenne aux méfaits de l'excision. Le 25 décembre 2015, l'AJCEG organise un match de football dans votre quartier. Pendant la mi-temps, vous prononcez un discours adressé aux femmes exciseuses et aux autorités religieuses. Lors de ce discours, vous critiquez également le chef de votre quartier, [E. H. O. S.], pour son inaction. Les gens se mettent alors à vous huer. Lors du match, le ballon atterrit dans la cours de [M.], une femme à la tête d'un groupe d'exciseuses et dont le fils, [G.], est gendarme. S'en suit une altercation. [M.] vous accuse dès lors de l'avoir insultée et frappée. Plus tard, la gendarmerie vous embarque et vous emmène à la prison « Kilomètre 36 ». Le 16 janvier 2016, votre oncle paternel, [E. H. A. B.], vous fait sortir du cachot. Le 31 mars 2016, votre association organise une soirée de sensibilisation au Motel Océan. Des gendarmes débarquent à nouveau et vous emmènent à Coyah. Là-bas, vous subissez un interrogatoire violent au sujet de filles que vous auriez caché. Vous niez. Les gendarmes vous emmènent alors au domicile de votre oncle paternel qu'ils fouillent. Sur place, ils s'en prennent à votre oncle, à votre tante et à la domestique, avant de découvrir votre carte de membre du MTSA. Vous êtes ensuite emmené dans un lieu de détention à Coyah où vous êtes incarcéré jusqu'au 9 avril 2016, date à laquelle votre oncle vous fait évader par l'entremise d'un homme d'affaires, [R.]. Ce dernier vous ramène à son domicile où vous retrouvez votre oncle qui vous apprend que vous devez quitter le pays au risque d'être transféré à la prison de Kindia. Le 10 avril 2016, vous fuyez par avion pour la Belgique, où vous arrivez le 11 avril 2016. Le 19 avril 2016, vous introduisez votre demande d'asile à l'Office des étrangers.

En cas de retour dans votre pays, vous craignez d'être arrêté, torturé ou de vous faire tuer par les autorités en raison de votre évasion et de l'hostilité à votre encontre de [M.] l'exciseuse, dont le fils [G.] est gendarme. Vous craignez également [E. H. O. S.]h, le chef de quartier, que vous avez critiqué en public.

A l'appui de votre demande d'asile, vous déposez une carte de membre du GAMS (Groupe pour l'Abolition des Mutilations Génitales), quatre photographies, un livret scolaire, un bulletin de notes, un extrait d'acte de naissance, une liste intitulée « Noms des personnes sensibilisées pour l'excision » accompagnée d'un t-shirt et d'un article des statuts de votre association (AJCEG), un exemplaire du journal « L'Observateur » du 9 mai 2016, deux convocations, ainsi qu'un mail en votre nom envoyé par une assistante sociale du centre qui vous héberge.

B. Motivation

Il ressort de l'analyse de vos déclarations que vous n'avez pas fourni de sérieuses indications permettant d'établir que vous avez quitté votre pays en raison d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou que vous ne pouvez invoquer ladite crainte dans le cas d'un éventuel retour dans votre pays. Vous n'avez pas non plus fourni de motifs sérieux prouvant un risque réel que vous subissiez des atteintes graves telles que définies dans le cadre de la protection subsidiaire à l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. En effet, votre récit d'asile ne peut être tenu pour crédible et, partant, les craintes de persécutions alléguées ne peuvent être tenues pour établies.

Premièrement, force est de constater que vos connaissances sur l'excision se révèlent des plus limitées, imprécises, voire erronées, alors que vous déclarez avoir été l'artisan de la fondation de l'Association des Jeunes contre l'Excision en Guinée (AJCEG), pour en devenir son vice-président pendant trois ans, association à l'origine de tous vos problèmes et de votre fuite vers la Belgique (voir audition du 9 juin 2016, pp. 17-18).

Ainsi, bien que vous aillez fourni une série de détails quant à la création et aux activités de votre association, dans laquelle vous êtes actif depuis mars 2013 (voir audition du 9 juin 2016, pp. 17-19 et audition du 6 juillet 2016, 6), l'ensemble de vos déclarations sur le sujet de l'excision sont confuses, voire erronées. En effet, bien que vous soyez au fait du taux de prévalence en Guinée, vous n'êtes pas en mesure d'expliquer de manière précise et cohérente ce qu'est une excision, quels sont les différents types d'excision et quels types d'excision sont pratiqués en Guinée Conakry. Tout d'abord, vous déclarez qu'une femme est excisée quand on lui coupe le clitoris, pour ajouter ensuite que c'est aussi quand on lui coud le clitoris (voir audition du 6 juillet 2016, pp. 15, 22-23). Face à la confusion de vos propos, vous êtes invité à décrire les différents types d'excision (idem, p. 23). Alors que vous déclarez qu'il en existe bien quatre, vos déclarations se révèlent cependant vagues et confuses : « Là où on

coupe complètement le clitoris, là où on coupe et on coudre et là où le docteur coupe et enlève un peu. Là où on coupe complètement le clitoris et même les lèvres un peu, les petites lèvres. » (idem, p. 23). Des éclaircissements vous sont alors demandés pour chaque type d'excision (idem, p. 23). Néanmoins, vous n'êtes toujours pas en mesure de fournir des explications claires, cohérentes et précises puisque vous déclarez que le Type 1, c'est : « Là où on enlève complètement. », que le Type 2, c'est : « Là où il coupe et il coudre. », que le Type 3, c'est : « Là où le docteur coupe un tout petit peu. », en précisant que le docteur coupe complètement le clitoris et enlève un peu les petites lèvres, et que le Type 4, c'est : « Là où on enlève tout et ils vont même toucher les petites lèvres » (idem, p. 24). En effet, dans la pratique, le type I correspond à une ablation partielle ou totale du clitoris et, plus rarement, seulement du prépuce ; le type II correspond à une ablation partielle ou totale du clitoris et des petites lèvres, avec ou sans excision des grandes lèvres ; le type III ou infibulation correspond à un rétrécissement de l'orifice vaginal par la création d'une fermeture, réalisée en coupant et en repositionnant les lèvres intérieures, et parfois extérieures, avec ou sans ablation du clitoris ; tandis que le type IV correspond à toutes les autres interventions nocives pratiquées sur les organes génitaux féminins à des fins non thérapeutiques, telles que la ponction, le percement, l'incision, la scarification et la cautérisation (voir farde « Information sur les pays », COI Focus Guinée, Les mutilations génitales féminines du 6 mai 2014 – actualisation, p.4). Ensuite, vos déclarations se révèlent erronées lorsqu'il vous est demandé quels sont les types d'excision pratiqués en Guinée, puisque vous répondez que c'est les quatre, alors que ce ne sont que les trois premiers (voir audition du 6 juillet 2016, p. 25 ; farde « Information sur les pays », Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée, avril 2016, p. 9; Coi Focus Guinée, Les mutilations génitales féminines du 06 mai 2014, pp. 6-7). Enfin, convié à dire lequel de ces types est le plus pratiqué, vous déclarez que tous les quatre sont pratiqués et que cela dépend de la coutume. Or, il s'avère que c'est le Type II qui est le plus pratiqué (ibidem).

Par conséquent, de telles déclarations ne sont pas ce que le Commissariat général est en droit d'attendre de vous, entachant d'emblée vos allégations sur l'existence d'une telle association contre l'excision et le rôle que vous y auriez tenu.

De plus, vous n'avez pas été en mesure de donner le moindre détail significatif sur le tissu associatif local qui lutte contre l'excision et sur la politique des autorités en la matière. Ainsi, vous déclarez avoir contacté une seule association appelée le « 21ème siècle », dont la directrice a fui la Guinée en raison de son militantisme contre l'excision (voir audition du 6 juillet 2016, p. 17). Quant au reste, vous déclarez ne connaître aucune autre association en Guinée et vous ne savez rien sur les campagnes menées dans votre pays d'origine (idem, pp. 17 et 25). Et quand vous êtes convié à évoquer d'éventuelles campagnes de sensibilisation contre l'excision menées par les autorités sur les médias comme la radio, vous éludez la question en déclarant que la seule radio que vous écoutez ne parle que de politique (idem, p. 17). Rajoutons que vous déclarez ne rien savoir sur les campagnes de sensibilisation menées par d'autres ONG à Conakry plus connue que la vôtre (idem, p. 17). Face à l'étonnement du Commissariat général, vous répondez par des propos incohérents en arguant que c'est la sensibilisation qui vous préoccupe et non pas ce que les autres font, alors que vous déclarez avoir fait une enquête pour trouver l'association « 21ème siècle » (idem, pp. 17-18). Confronté à vos déclarations contradictoires, vous répondez que chacun combat de son côté et ne s'occupe pas des autres (idem, p. 17) Vous dites enfin n'avoir jamais eu de contacts avec des ONG internationales (idem, p. 17). Or, selon des informations objectives en possession du Commissariat général, des campagnes de sensibilisation sont menées à Conakry depuis plusieurs années, non seulement par les autorités guinéennes, mais aussi par des ONG nationales et internationales (voir farde « Information sur les pays », COI Focus Guinée, Les mutilations génitales féminines du 6 mai 2014 – actualisation, pp. 22-24 et Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH), Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée, avril 2016, pp. 13-17). Rajoutons encore que vous ne connaissez pas l'OPROGEM qui est l'Office de protection du genre, de l'enfance et des moeurs, une cellule créée en 2009 par les autorités guinéennes et très actives sur le terrain, composé d'agents et de cadres policiers intervenant dans les différentes brigades communales à Conakry pour lutter contre l'excision (voir audition du 6 juillet 2016, p. 25 et farde « Information sur les pays », COI Focus Guinée, Les mutilations génitales féminines du 6 mai 2014 – actualisation, pp. 28-29 et Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH), Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée, pp. 13-14). De plus, invité à préciser l'article du code pénal guinéen (en vigueur lors de votre audition) se rapportant à l'excision, vous citez l'article 265, alors qu'il s'agit en fait de l'article 305. Quant à l'article 265 que vous citez, il se réfère en fait au code pénal en vigueur entre 1969 et 1998 (voir audition du 6 juillet 2016, p. 25 ; farde « Information sur les pays », COI Focus Guinée, Les mutilations génitales féminines du 6 mai 2014 – actualisation, p. 26 et Haut-Commissariat

aux Droits de l'Homme (HCDH), Rapport sur les droits humains et la pratique des mutilations génitales féminines/excision en Guinée, avril 2016, p.7).

De tels propos discréditent votre implication alléguée dans la lutte contre l'excision, à l'origine de tous vos problèmes. Par conséquent, le Commissariat général estime que l'existence d'une association luttant contre l'excision, dont vous auriez été à l'origine et où vous auriez milité depuis 2013, n'est pas crédible et n'est donc pas établie. Ce défaut de crédibilité remet ainsi en cause votre récit des évènements au cours desquels vous avez été arrêté par les autorités, à savoir le match de football de décembre 2015 et la soirée de sensibilisation au Motel Océan de mars 2016, organisés pour le compte de l'AJCEG. Partant, vos déclarations concernant le chef de quartier, [E. H. O. S.]h, que vous dites impliqué dans ces deux évènements, ne sont pas crédibles et les craintes à l'encontre de cet individu ne sont donc pas fondées (voir audition du 9 juin 2016, p. 20 et audition du 6 juillet 2016, pp 6, 30). Enfin, de telles déclarations entachent déjà sérieusement le récit de vos deux détentions.

Au surplus, bien que vous soyez membre du GAMS depuis le 4 mai 2016, vous n'avez exercé aucune activité en rapport avec cette association depuis lors. En effet, vous dites avoir prévu d'organiser un débat de sensibilisation au centre (voir audition du 6 juillet 2016, p. 19). Or, selon un courrier envoyé en votre nom et daté du 22 novembre 2016, vous n'aviez pas encore organisé ce projet, ni l'intention de le faire rajoutant au discrédit de vos déclarations concernant votre association (voir farde « Documents », mail du 22 novembre 2016).

Deuxièmement, force est de constater que vous n'avez pas été en mesure de fournir le moindre renseignement sur la personne à l'origine de vos persécutions, à savoir le gendarme [G.] et êtes peu prolixe au sujet de sa mère exciseuse, alors que ces personnes sont de votre quartier.

Tout d'abord, à propos du gendarme [G.], vous déclarez ne pas connaître sa fonction exacte et lorsque son grade vous est demandé, vous déclarez ne pas savoir tout ça (voir audition du 6 juillet 2016, p. 21). Alors qu'il vous est rappelé qu'il est venu vous voir en prison et vous a frappé, vous déclarez ne pas l'avoir vu car il ne portait pas sa tenue (idem, pp. 5 et 21). Face à de telles déclarations, l'Officier vous demande si, en résumé, vous ne savez rien sur lui. Au final, vous répondez qu'à part son nom et que c'est l'enfant de [M.], vous ne connaissez que ça, alors que sa mère habite dans votre quartier, quartier où vous résidez depuis l'année 2000 (idem, pp. 21-22 et audition du 9 juin 2016, p. 4).

Quant à [M.] vous êtes peu prolixe alors que cette dernière est à la base de tous les problèmes que vous avez rencontré. Ainsi, vous ne connaissez pas son nom complet, vous ne la connaissez que sous le nom de [M.] (voir audition du 9 juin 2016, p. 13). Vous la présentez comme la présidente des femmes exciseuses, alors que plus tard vous dites qu'elle n'est que responsable d'un groupe de femmes qui pratiquent l'excision (idem, p. 13). Vous ajoutez qu'elle pratique non seulement dans votre quartier, mais également dans les cinq communes de Conakry, qu'elle n'a pas de bureau et que des gens amènent les filles chez elles ou elle se déplace (idem, p. 13). Cependant, vous n'êtes pas en mesure de dire combien de personnes composent ce groupe de femmes exciseuses, mais que lorsqu'elles se déplacent, elles le font à cinq (idem, p. 13).

Partant, le Commissariat général estime donc que vos déclarations à leur sujet ne sont pas crédibles, que leurs menaces ne sont pas établies et que vos craintes à leur égard ne sont donc pas fondées.

Troisièmement, force est de constater que vous n'êtes pas du tout prolixe sur votre seconde détention qui a duré 10 jours, du 30 mars au 10 avril 2016, et à la base de votre fuite de la Guinée.

En effet, vos déclarations sont à la fois lapidaires, inconsistantes et manquent particulièrement d'impression de vécu. En effet, alors qu'il est attendu que vous fournissiez le plus de détails possibles sur cette détention, d'expliquer comment se passait vos journées là-bas pour bien comprendre ce que vous avez vécu, de détailler votre détention jour par jour, heure par heure si il le faut, mais aussi de parler de toutes les relations et contacts que vous avez eu ou des éléments de vécu, tout ce que vous avez à déclarer c'est que vous étiez en compagnie de six personnes avec lesquelles vous n'avez jamais eu aucun contact et dont vous ne connaissez pas le nom, qu'il faisait obscur et chaud, que vous étiez serrés à l'intérieur, que ce qui se passait pendant toute une journée se passait le lendemain, qu'on vous jetait des bouts de pain pour vous nourrir, qu'il y avait des antivols en haut ou que vous entendiez les autres portes qui se fermaient (voir audition du 6 juillet 2016, p. 27). Vous déclarez également ne jamais avoir eu de contact avec vos gardiens avant de mettre fin à vos déclarations (idem, p. 28).

De telles déclarations ne sont pas ce que le Commissariat général est en droit d'attendre de vous, alors que vous déclarez avoir passé dix jours en détention. Par conséquent, le Commissariat général estime que votre seconde détention n'est pas crédible et n'est donc pas établie, jetant ainsi le discrédit sur votre arrestation alléguée à la base de cette détention.

Quatrièmement, force est de constater que vos déclarations concernant votre première détention, se révèlent laconiques alors que cette détention a duré trois semaines, du 25 décembre 2015 au 16 janvier 2016, et que c'est la première détention de votre vie.

En effet, alors que la même question vous est posée que pour la détention précédente, vos déclarations se révèlent des plus laconiques, puisque vous renvoyez le Commissariat général aux propos tenus lors de votre récit libre, en rajoutant simplement qu'ils vous ont mis au cachot après avoir fini de vous avoir frappé, qu'il faisait noir et chaud, que ça sentait mauvais et que sur le sol il y avait des trous (voir audition du 6 juillet 2016, pp. 5-6, 29). Face à l'étonnement de l'Officier de protection, vous persistez dans votre attitude laconique en déclarant que c'est comme ça que vous viviez dans ce cachot jusqu'à votre sortie, en rajoutant qu'au début c'était difficile parce que vous aviez très faim et que vous aviez envie de vous suicider, avant de finalement patienter en vivant ainsi jusqu'à votre sortie. Enfin, vous rajoutez avoir perdu du poids en répétant que vous avez vécu comme ça jusqu'à votre sortie, avant de mettre un terme à vos déclarations (idem, p. 29). Dès lors, la possibilité vous est offerte, à trois reprises, de vous exprimer plus en avant sur cette détention en vous précisant que vous pouvez raconter autre chose, mais vous déclinez l'invitation en répondant successivement que vous vous rappelez de ça pour le moment, et qu'à part le fait qu'ils vous ont frappé et torturé, c'est tout (idem, p. 29). Enfin, lorsque vous êtes convié à vous exprimer sur vos contacts avec les gardiens et les codétenus, vous déclarez que vous ne parliez pas avec les gardes, tout en éludant le sujet des codétenus (idem, p. 29). De telles déclarations jettent d'emblée le discrédit sur cette détention alléguée. De plus, le Commissariat général constate que vous n'avez pas été prolixe lors de votre récit libre et que vous alignez des généralités sans réelle impression de vécu, sans compter que vous ne faites référence qu'à votre première nuit d'incarcération, au jour qui suit et à la visite de votre oncle paternel. Ainsi, vous déclarez qu'à l'intérieur de la cellule il faisait très noir, que ça sentait mauvais, qu'il y avait aussi des petits trous au niveau du sol, qu'il n'y avait pas de peinture sur les murs, que le toit était en tôle qu'il y avait un pot pour les besoins et que vous avez eu mal toute la nuit. Le lendemain matin, les gardiens sont venus apporter un morceau de pain et qu'ensuite c'est resté comme ça toute la journée. Vous rajoutez qu'il y avait parfois des lézards sur les murs et que la chaleur était insupportable. Vous abordez ensuite la visite de votre oncle paternel le 27 décembre 2015, où vous lui expliquez les mauvais traitements subis, à savoir que vous ne mangez pas, qu'on vous verse de l'eau et qu'après vous êtes frappé. Enfin, vous terminez vos déclarations en rajoutant qu'après cette visite, on vous a ramené en cellule, que vous êtes resté comme ça en entendant le bruit du marché à côté et les voitures qui klaxonnent, tout en précisant que la cellule faisant treize pas sur six (voir audition du 6 juillet 2016, pp. 5-6).

Le Commissariat général estime donc que vos déclarations au sujet de cette détention de trois semaines ne sont pas crédibles et que votre premier séjour en prison n'est donc pas établi, tout comme n'est pas établi l'arrestation alléguée à la base de cette détention.

Cinquièmement, concernant votre appartenance au Mouvement Tous Sauf Alpha (MTSA), que vous avez mentionné lors de votre seconde audition, le Commissariat général s'étonne que vous n'en ayez pas parlé lors de votre audition à l'Office des étrangers (voir « Déclarations OE », Questionnaire du CGRA, p. 13, rubrique n°3, question n° 3). Sur ce sujet, vous déclarez que la question ne vous a pas été posée là-bas (voir audition du 6 juin 2016, p. 7). Or, ce n'est pas le cas. Ainsi, confronté à ladite question à l'Office des étrangers et à la réponse donnée, vous niez les faits en rajoutant que vous avez répondu à la question qui a été posée là-bas, une explication qui ne convainc pas le Commissariat général (idem, pp. 7-8). Enfin, vous évoquez également deux photos déposées lors de votre audition où vous déclarez faire de la sensibilisation au profit du MTSA. Or, sur cette photo, vous arborez un t-shirt avec l'effigie de Cellou Dalein Diallo, président de l'UFDG, sans qu'aucune mention visible ne soit faite du MTSA (voir audition du 9 juin 2016, p. 10 ; farde « Documents », Documents n° 1).

Par conséquent, le Commissariat estime que votre appartenance en tant que membre de ce mouvement politique n'est pas crédible et n'est donc pas établi.

Sixièmement, vous évoquez votre origine ethnique peule comme partie prenante de vos problèmes (voir rapport d'audition du 9 juin 2016, pp. 14, 16).

Or, selon les informations à la disposition du Commissariat général qui sont jointes au dossier administratif (voir farde «Information des pays », COI Focus Guinée, La situation Ethnique, 27 mai 2016), le pays est majoritairement composé de trois ethnies importantes : les Peuls, les Malinkés et les Soussous.

D'un point de vue de la population, la mixité ethnique a été et est toujours une réalité en Guinée. En effet, les sources consultées font état d'une cohabitation pacifique entre les différentes communautés. Les mariages mixtes sont fréquents. D'un point de vue de la composition ethnique des forces de l'ordre, toutes les ethnies y sont représentées même si on constate un certain favoritisme ethnique des Malinkés (ethnie du Président actuel). D'un point de vue politique, lors les élections présidentielles de 2010, les deux principaux prétendants, Cellou Dalein Diallo de l'UFDG, parti majoritairement peul et Alpha Condé du RPG, parti majoritairement malinké, ont instrumentalisé l'aspect ethnique à des fins politiques et cela s'est confirmé lors des élections législatives de septembre 2013 et lors des élections présidentielles d'octobre 2015. En effet lors de ces dernières et durant la campagne qui a précédé, des violences ont éclaté entre les partisans des deux camps, pouvoir et opposition. Ces violences ont été réprimées plus violemment vis-à-vis des militants de l'UFDG, parti majoritairement peul, que vis-à-vis des militants du RPG, parti majoritairement malinké. Ainsi, il ressort des informations objectives que c'est le fait de s'opposer politiquement, de participer à des activités à connotation politique, que l'on soit Peul ou non, qui est d'abord à prendre en considération dans l'analyse de la crainte de persécution alléguée. La seule appartenance à l'ethnie peule en l'absence de profil d'opposant politique considéré comme crédible ne suffit pas à établir l'existence d'une crainte fondée de persécution.

Cependant, vous évoquez certains faits concernant des problèmes ethniques dont vous auriez été la cible (voir audition du 9 juin 2016, pp. 14-15). Tout d'abord, vous déclarez avoir été roué de coups par des gendarmes à Hamdallaye lors d'une manifestation, après la proclamation des élections présidentielles de 2010 (idem, p. 15). Sur ce dernier point, vous déclarez que ces gendarmes ont commencé à frapper les sympathisants de l'UFDG et que vous avez réussi à vous enfuir revenant ainsi sur vos propos (idem, p. 15). Partant, le Commissariat ne peut que constater l'absence d'individualisation de la persécution alléguée. Au surplus, vous évoquez encore la difficulté de votre libération lors de votre première détention parce que vous étiez peul, détention qui a été remise en cause par le Commissariat général (cf. supra).

Par conséquent, les craintes que vous évoquez envers les autorités de votre pays, en raison de votre origine ethnique, ne sont pas fondées.

Septièmement, pour en revenir à votre profil politique à proprement dit, alors que vous déclarez être membre du MTSA, appartenance que le Commissariat général n'estime pas établie (voir supra), vous déclarez également être sympathisant de l'UFDG (voir audition du 9 juin 2016, p. 8). Dans ce contexte, rajoutons qu'il ressort des informations à disposition du Commissariat général (cf. dossier administratif, farde « Information des pays », Cedoca, COI Focus Guinée, « La situation des partis politiques d'opposition », 22 mars 2016), que les partis politiques guinéens d'opposition jouissent de la liberté de réunion et de la liberté d'expression, tenant des assemblées générales à leurs sièges respectifs et disposant de structures locales. Ils participent en outre à l'exercice du pouvoir, au sein de l'Assemblée nationale et de la CENI (Commission électorale nationale indépendante). Au cours de l'année 2015, les tensions politiques ont été ravivées à l'approche de l'élection présidentielle, suite à des désaccords concernant notamment le calendrier électoral. Les partis d'opposition ont ainsi organisé des manifestations où des incidents ont éclaté, avec pour bilan des blessés, des tués et des militants arrêtés. La réélection d'Alpha Condé en octobre 2015 a cependant marqué le début d'une situation politique globalement apaisée. ***Les informations à disposition attestent ainsi qu'il n'y a pas de persécution systématique du simple fait d'appartenir à un parti politique d'opposition*** *: c'est le fait de s'opposer politiquement et activement au pouvoir en place qui est susceptible de générer une crainte fondée de persécution. Or, tel n'est pas le cas en l'espèce.*

Le Document n°1 se compose d'une série de quatre photographies. La première vous montre torse nu derrière des barreaux, tandis que deux autres vous montrent lors d'un rassemblement, avec un t-shirt à l'effigie de Celou Dalein Diallo, assis sur une chaise ou tenant un micro. Quant à la quatrième photo, vous n'y figurez tout simplement pas (voir audition du 9 juin 2016, p. 10). Ainsi, en l'état, il s'agit uniquement de photos décontextualisées, c'est-àdire qu'elles ne font qu'attester de votre présence à endroit et à un moment indéterminé, et rien d'autre.

Le document n°2 est une carte de membre du GAMS délivrée le 4 mai 2016, document que le Commissariat général ne remet pas en cause.

Les documents n°3 et n°4, un livret scolaire et un bulletin de notes du 3ème trimestre 2014-2015 sont des documents que le Commissariat général ne remet pas en cause.

Le document n°5, intitulé « Noms des personnes sensibilisées pour l'excision » est une liste de noms et prénoms s'étalant sur quatre pages. En l'état, cette liste est un document décontextualisé, sans aucune autre mention que des noms et des prénoms, diminuant ainsi sa force probante.

Le document n°6, est un document intitulé « Article 11 : distribution des postes ». En l'état, ce document est décontextualisé, sans aucune autre mention que des noms et des prénoms, dont certains associés à une fonction, ce qui diminue sa force probante.

Le document n°7 est un exemplaire d'un journal guinéen intitulé « L'Observateur » daté du 9 mai 2016 dans lequel l'ensemble de votre récit d'asile, tel que vous l'avez présenté aux autorités belges, est repris en page 5. Sur ce document, vous déclarez lors de votre audition que cet exemplaire de journal représente une preuve des recherches à votre encontre (voir audition du 6 juillet 2016, p. 11). Or, la réalité de votre récit d'asile n'étant pas établie, partant, les recherches qui auraient été faites par la suite ne peuvent être crédibles non plus. Rajoutons que, selon les autres articles de la page parlant de vous, la date mentionnée est le 6 mai. Or, le reste du journal date du 9 mai, une observation corroborée par la qualité d'impression différente entre ladite double page et le reste du journal, décontextualisant ainsi l'article en question, ce qui diminue sa force probante.

Le document n°8 est une copie d'extrait d'acte de naissance délivrée par les autorités de Guinée Conakry, document que le Commissariat général ne remet pas en cause.

Les documents n°9 et n°10, sont deux copies de convocation de la part de la gendarmerie nationale. Elles sont adressées à [E. A. B.], votre oncle (voir supra), respectivement du 13 avril 2016 et du 27 mai 2016. Il y a lieu de relever qu'aucun motif n'est mentionné quant aux raisons de cette convocation, convocation où vous n'êtes par ailleurs même pas cité, si bien qu'il n'est pas permis d'établir un lien entre ce document et les recherches dont vous dites faire l'objet, diminuant ainsi sa force probante (voir audition du 6 juillet 2016, p. 11). Au surplus, lors de votre première audition, vous avez déclaré que votre oncle a été convoqué le 11 avril 2016, alors que ces documents ne mentionnent aucune date explicite, mais simplement un jour de la semaine associé à l'année 2016 (idem, p. 11).

Rajoutons enfin que vous avez présenté lors de votre seconde audition un t-shirt de taille 40 (marque zhiouli), marqué à l'avant, en bleu, à gauche, « AJCEG » et au milieu du T-Shirt « STOP A L'EXCISION » en lettres capitales rouges. Au dos de ce vêtement est marqué « ASSOCIATION DES JEUNES CONTRE L'EXCISION EN GUINEE » en lettres capitales bleues et aussi, juste en dessous, « non à l'excision » en rouge (voir audition du 6 juillet 2016, p. 9). Concernant cette pièce du dossier, le Commissariat général souligne qu'elle est présentée en dehors de tout contexte, diminuant ainsi sa force probante.

Au vu de ce qui précède, le Commissariat général est dans l'impossibilité de conclure qu'il existe, en votre chef, une crainte fondée de persécution au sens défini par la Convention de Genève de 1951 ou des motifs sérieux de croire en l'existence d'un risque réel d'encourir des atteintes graves telles que mentionnées dans la définition de la protection subsidiaire.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers».

2. La requête

2.1. La partie requérante confirme pour l'essentiel l'exposé des faits figurant dans la décision entreprise.

2.2. Elle invoque la violation de l'article 1er, section A, § 2 de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève), modifié par l'article 1er, § 2, de son Protocole additionnel de New York du 31 janvier 1967, des articles 48/3, 48/4 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980), des articles 1 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, ainsi que du « principe de bonne administration en sa branche de la minutie » ; elle estime encore que la partie défenderesse a commis une erreur d'appréciation.

2.3. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce. Elle nie ou minimise les imprécisions reprochées par la décision attaquée et estime que les faits sont établis à suffisance.

2.4. Elle demande au Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le Conseil) de reconnaître la qualité de réfugié au requérant ou, à titre subsidiaire, de lui octroyer le statut de protection subsidiaire et, à titre infiniment subsidiaire, d'annuler la décision attaquée.

3. Documents déposés

3.1. La partie requérante annexe à sa requête divers article issus d'Internet relatifs à la situation générale en Guinée.

3.2. Par porteur, le 15 septembre 2017, la partie défenderesse a transmis une copie de l'article du journal « L'observateur » du 9 mai 2016, requise par une ordonnance du 15 septembre 2017 appliquant l'article 39/62 de la loi du 15 décembre 1980.

3.3. Par courrier du 20 septembre 2017, la partie requérante a transmis une copie du même document en réponse à l'ordonnance susmentionnée.

3.4. À l'audience, la partie requérante a montré les originaux des convocations dont les copies figurent au dossier administratif (dossier administratif, pièce 21).

4. Les motifs de la décision attaquée

La décision entreprise repose sur l'absence de crédibilité du récit du requérant en raison de ses connaissances limitées du sujet pour lequel il affirme militer, ainsi que d'incohérences et d'imprécisions dans ses déclarations successives à propos de ses persécuteurs et des faits de persécution allégués. La partie défenderesse considère également que le profil politique du requérant n'est pas de nature à faire naître une crainte de persécution dans son chef. Elle estime que la partie requérante n'a pas démontré l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou d'un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980. Enfin, les documents sont jugés inopérants.

5. L'examen de la demande au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

5.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967». Ledit article 1ier de la Convention précise que le terme «réfugié» s'applique à toute personne « qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

5.2. En contestant la pertinence de la motivation de la décision attaquée, la partie requérante reproche, en réalité, au Commissaire général d'avoir fait une évaluation incorrecte de la crédibilité du récit produit par le requérant à l'appui de sa demande d'asile. À cet égard, le Conseil rappelle que le principe général de droit selon lequel « la charge de la preuve incombe au demandeur » trouve à s'appliquer à l'examen des demandes d'asile (Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé HCR), *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés* (ci-

après *Guide des procédures et critères*), Genève, 1979, page 51, § 196). Si, certes, la notion de preuve doit s'interpréter avec souplesse dans cette matière, il n'en reste pas moins que c'est au demandeur qu'il incombe de convaincre l'autorité qu'il remplit effectivement les conditions pour bénéficier du statut qu'il revendique. Partant, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

5.3. Le Conseil constate que les motifs de la décision attaquée se vérifient à la lecture du dossier administratif et sont pertinents.

Le Conseil relève particulièrement les importantes imprécisions constatées par la décision entreprise, relatives aux connaissances du requérant à propos de l'excision. Les déclarations du requérant à l'égard de la pratique de l'excision ainsi qu'à propos des moyens de lutte mis en œuvre, en particulier dans son pays, sont singulièrement vagues et lacunaires pour une personne qui affirme cependant avoir milité contre cette pratique pendant plusieurs années, ce qui, selon lui, a d'ailleurs causé sa fuite de Guinée. Dès lors, le Conseil estime que l'implication du requérant dans la lutte contre l'excision telle qu'il l'a alléguée et telle qu'elle a, selon lui, engendré sa fuite de soin pays, n'est pas établie.

Il relève également le caractère lacunaire des déclarations du requérant à propos de ses persécuteurs allégués ou encore de ses détentions. S'agissant des personnes à l'origine de sa crainte, à savoir une responsable d'un groupe d'exciseuse et son fils, gendarme, ces imprécisions sont d'autant moins compréhensibles que ces personnes habitent le même quartier que le requérant. De même, le requérant a fourni assez peu de détails à propos de ses deux détentions alléguées, de sorte qu'au vu de l'ensemble des éléments évoqués *supra* et du caractère lacunaire des déclarations du requérant, celles-ci ne peuvent pas davantage être considérées comme établies.

Quant au profil politique du requérant, à savoir son appartenance alléguée au « Mouvement tous sauf Alpha » ainsi qu'à l' « Union des Forces Démocratiques de Guinée » (ci-après dénommée UFDG) , le Conseil relève, à l'instar de la partie défenderesse, que le requérant ne démontre pas qu'il jouit d'un profil particulièrement visible ou militant de nature à faire naître dans son chef une crainte de persécutions de ce fait. En tout état de cause, le Conseil constate qu'au vu des informations présentes au dossier administratif, si la situation des militants de l'opposition peut s'avérer, dans certaines circonstances, problématique, il appartient cependant au requérant de démontrer que, dans son cas personnel, son profil particulier l'expose à des persécutions, ce qu'il n'est pas parvenu à établir en l'espèce.

Enfin, s'agissant de l'origine ethnique peule du requérant, le Conseil observe qu'au vu de ce qui a été exposé *supra*, notamment à l'égard du profil politique du requérant ou de la crédibilité de ses détentions, celui-ci ne démontre pas qu'il risque des persécutions en cas de retour du fait de son ethnie peule. En tout état de cause, le Conseil constate qu'il ne ressort pas des informations présentes au dossier administratif qu'il existe actuellement en Guinée un risque de persécution au sens de la Convention de Genève du seul fait de l'origine ethnique peule du requérant.

Dès lors, en démontrant l'absence de crédibilité du récit produit, le Commissaire général expose à suffisance les raisons pour lesquelles la partie requérante n'a pas établi qu'elle craint d'être persécutée en cas de retour dans son pays.

5.4. Le Conseil considère que la partie requérante n'avance, dans sa requête, aucun argument convaincant qui permette d'énerver la décision entreprise. En effet, elle se contente tantôt de réaffirmer les faits tels qu'ils sont allégués par le requérant, tantôt d'avancer des explications factuelles ou contextuelles qui en l'occurrence, ne convainquent nullement le Conseil.

Elle se limite notamment à tenter de justifier les méconnaissances du requérant au sujet de l'excision par le fait qu'il est musulman, qu'il s'agit avant tout d'une affaire de femmes et qu'il n'est en outre pas médecin. Le Conseil n'est pas convaincu par ces arguments dans la mesure où d'une part, il allègue avoir milité plusieurs années contre cette pratique et, d'autre part, ce militantisme du requérant contre l'excision se trouve au cœur de sa fuite de son pays. Dans ces circonstances, le Conseil n'estime pas crédible que le requérant ne puisse pas fournir davantage d'informations à cet égard.

La partie requérante tente également d'expliquer les lacunes de son récit à l'égard de ses persécuteurs en avançant, notamment, qu'il ne peut pas connaître tout le monde dans son quartier ou encore qu'il a fourni certaines informations à leur égard. Le Conseil ne peut pas suivre cette argumentation et estime que le requérant devait être capable de fournir davantage d'informations à leur sujet, dans la mesure où il s'agit des personnes que le requérant affirme craindre et à cause desquelles il a quitté son pays.

Le Conseil considère donc que le Commissaire général a pu à bon droit conclure que la crainte de persécution n'est pas établie et que le récit d'asile n'est pas crédible.

5.5. Par ailleurs, le Conseil rappelle que la question pertinente n'est pas, comme semble le penser la partie requérante, de décider si le requérant devait ou non avoir connaissance de tel ou tel fait ou si elle devait ou pouvait entreprendre des démarches en vue de s'informer de l'évolution de sa situation ni encore d'évaluer si elle peut valablement avancer des excuses à son ignorance ou à sa passivité, mais bien d'apprécier si elle parvient à donner à son récit, par le biais des informations qu'elle communique, une consistance et une cohérence telles que ses déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels il fonde sa demande. Or, en l'espèce, au vu des pièces du dossier, la décision attaquée a pu légitimement constater que tel n'est pas le cas.

5.6. Les documents présentés au dossier administratif ont été valablement analysés par le Commissaire général dans la décision entreprise.

Les articles issus d'Internet versés au dossier de la procédure ne modifient en rien les constatations susmentionnées vu leur caractère général ; en tout état de cause, ils ne rétablissent pas la crédibilité des propos du requérant.

Le fait d'avoir produit les originaux des convocations déposées au dossier administratif ne modifie en rien le fond de la motivation de la partie défenderesse à cet égard, laquelle relevait notamment que ces documents ne permettaient ni d'effectuer un quelconque lien avec le récit du requérant ni d'établir une quelconque crainte dans son chef.

Dès lors, aucun des documents déposés à l'appui de la demande de protection internationale du requérant ne modifie les constatations susmentionnées relatives à la crédibilité du récit produit et à la crainte alléguée.

5.7. Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi le Commissaire général a violé les dispositions légales et les principes de droit cités dans la requête, n'a pas suffisamment et valablement motivé sa décision ou a commis une erreur d'appréciation ; il estime au contraire que le Commissaire général a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles il parvient à la conclusion que la partie requérante n'établit ni la réalité des faits invoqués, ni le bien-fondé de la crainte alléguée.

5.8. Par conséquent, le requérant n'établit pas qu'il a quitté son pays et en demeure éloigné par crainte de persécution au sens de l'article 1ier, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

6. L'examen de la demande au regard de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

6.1. Conformément à l'article 49/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil examine également la demande sous l'angle de l'octroi éventuel d'une protection subsidiaire, telle qu'elle est définie à l'article 48/4 de ladite loi. Le « statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (…), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4 ». Selon le paragraphe 2 précité, sont considérés comme atteintes graves, la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine et les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

6.2. À l'appui de sa demande de protection subsidiaire, la partie requérante invoque le fait que « la Guinée connaît actuellement un climat de guerre civile et de violences interethniques telles les [*sic*]

populations civiles subissent des violences aveugles de la part des forces de l'ordre ». Elle ajoute que « la situation politique et sécuritaire en Guinée ne permet pas aux Peules de suivre une scolarité régulière, d'avoir accès à la justice, de travailler, d'obtenir la protection des forces de l'ordre en cas de violence ».

6.3. Dans la mesure où le Conseil estime que les faits invoqués par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugié manquent de crédibilité, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

6.4. Le Conseil constate que la partie requérante ne fournit pas le moindre élément ou argument pertinent qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement dans son pays d'origine puisse s'analyser comme une situation de "violence aveugle en cas de conflit armé" au sens de l'article 48/4, § 2, c, ni qu'elle soit visée par cette hypothèse. Les seules allégations, non autrement étayées, de la requête mentionnées *supra* ne suffisent pas à établir l'existence d'une telle situation, pas plus que les articles joints à la requête. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de procédure, aucune indication de l'existence de pareils motifs.

6.5. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder à la partie requérante la protection subsidiaire prévue par la disposition légale précitée.

7. La demande d'annulation

La partie requérante sollicite enfin l'annulation de la décision attaquée. Le Conseil ayant conclu à la confirmation de la décision attaquée, il n'y a plus lieu de statuer sur cette demande d'annulation.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

La qualité de réfugié n'est pas reconnue à la partie requérante.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le dix novembre deux mille dix-sept par :

M. B. LOUIS,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme M. PILAETE,	greffier assumé.
Le greffier,	Le président,
M. PILAETE	B. LOUIS